



Original: français

No.: ICC-01/12-01/18

Date : 2 mars 2021

LA CHAMBRE DE PREMIERE INSTANCE X

Devant : Mme la Juge unique Kimberly Prost

SITUATION EN REPUBLIQUE DU MALI

AFFAIRE

***LE PROCUREUR c. AL HASSAN AG ABDOUL AZIZ AG MOHAMED
AG MAHMOUD***

Public

Avec Annexe A confidentielle

**Cent-cinquième communication du Bureau du Procureur
concernant la divulgation d'éléments de preuve à charge**

Origine: Bureau du Procureur

Document à notifier en application de la norme 31 du Règlement de la Cour à :**Le Bureau du Procureur**

Mme Fatou Bensouda
M. James Stewart

Le conseil de la Défense

Me Melinda Taylor
Me Kirsty Sutherland

Les représentants légaux des victimes

Me Seydou Doumbia
Me Mayombo Kassongo
Me Fidel Luvengika Nsita

Les représentants légaux des demandeurs**Les victimes non représentées****Les demandeurs non représentés****Le Bureau du conseil public pour les la victimes****Le Bureau du conseil public pour Défense****Les représentants des Etats*****L'Amicus Curiae*****LE GREFFE****Le Greffier**

M. Peter Lewis

La section d'appui à la Défense**L'unité d'aide aux victimes et aux témoins**

Nigel Verrill

La section de la détention**La section de la participation des victimes et des réparations****Autres**

Introduction

1. Le Bureau du Procureur procède par les présentes à la communication de seize éléments de preuve à charge divulgués en application de l'article 67(1) (a) et (b) du Statut de Rome.

Observations

2. Le 15 décembre 2020, le Bureau du Procureur a envoyé à la Défense le lien du *Paquet Procès INCRIM n° 105* contenant seize éléments de preuve à charge.
3. Ces éléments ont été communiqués en conformité avec le Protocole *e-Court* et ont été directement disponibles dans le système *Records Manager*. Ils sont listés et décrits dans le tableau joint en Annexe A à la présente écriture.
4. Il s'agit de vidéos relatives à un témoin de l'Accusation qui avaient été auparavant divulguées sans son, et qui sont présentement re-divulguées avec du son.
5. Ces éléments ne nécessitent aucune expurgation dans dans les métadonnées ou le contenu.

Confidentialité

6. Le Bureau du Procureur dépose l'Annexe A comme confidentielle dans la mesure où il s'agit notamment d'un processus *inter partes* entre le Bureau du Procureur et la Défense.



Fatou Bensouda, Procureur

Fait le 2 mars 2021

A La Haye (Pays-Bas)